



## CDEN Bilan de rentrée vendredi 17 novembre 2023

Monsieur le Préfet,  
Madame l'Inspectrice d'académie,  
Monsieur le vice-président du Conseil Départemental,  
Mesdames et messieurs les membres de ce CDEN,

Ce CDEN se tient quelques jours après les vacances d'automne. Ces dernières auront été plus que jamais attendues par tous les personnels tant la première période de l'année scolaire 2023-2024 aura été éprouvante à bien des niveaux. Rappelons dans quel contexte nous tentons d'enseigner :

- Suicide d'un élève victime de harcèlement et la surexposition médiatique de l'Ecole qui s'en est suivie,
- Attentat d'Arras et meurtre de notre collègue Dominique Bernard dont les séquelles se feront longtemps ressentir,
- Multiplication des alertes à la bombe et les dysfonctionnements engendrés,
- Catastrophes climatiques qui n'épargnent pas le bâti scolaire.

Comme jamais auparavant la profession ne l'avait sans doute ressenti, ces vacances ont semblé venir clore de longues semaines de travail sans pause alors que l'année a débuté il y a seulement deux mois. Qu'est-on en droit d'attendre d'un employeur dans un climat de travail aussi dégradé, aussi déstabilisant pour des personnels de plus en plus fragilisés ? A l'heure de demandes toujours plus importantes, d'exigences souvent démesurées, d'injonctions parfois contradictoires, à l'heure de l'hypertrophie de la communication et des délais intenable, est-il décent d'imposer aux agents de faire plus, de faire mieux avec moins : moins de personnels, moins de moyens, moins de considération, moins de sécurité ?

Il y a urgence à rassurer et à faire confiance, à respecter le temps de l'éducation qui n'est pas le temps des réactions médiatiques.

Pour l'UNSA Education, dans un tel contexte, le ministère doit savoir respecter les blessures et non seulement se contenter de les dire. Il doit respecter le temps de les panser, prendre en compte les difficultés et donner les moyens d'y remédier. Là aussi, de façon regrettable et dommageable, il a fait d'autres choix. Ne respectant pas le temps des congés et de la déconnexion plus que jamais indispensables pour réparer, retrouver un équilibre, le ministère écrit et missionne ses personnels durant la pause :



## **CDEN Bilan de rentrée vendredi 17 novembre 2023**

- Enquête flash sur la sécurité des écoles et établissements envoyée la veille des vacances et pour laquelle les résultats étaient, avouons-le, très prévisibles,
- Communication de consignes de passation des questionnaires harcèlement durant les vacances pour une mise en œuvre 3 jours après la rentrée,
- Consultation dans le cadre de la mission « Exigence des savoirs », elle aussi adressée durant les vacances et pour laquelle l'UNSA Education ne nourrit guère d'illusion quant à la prise en compte effective de l'avis de la profession.

D'ailleurs, abordons rapidement notre positionnement sur cette mission « Exigence des savoirs ». Cette mission a huit semaines pour rendre un rapport sur les réformes pédagogiques à envisager afin d'élever le niveau des élèves. Selon nous, si l'ambition est partagée, il s'agit d'un hors sujet à plusieurs titres :

- Hors sujet sur le fond, trop restrictif et rétrograde avec des questions biaisées et orientées,
- Hors sujet sur la forme, comment envisager de répondre en seulement huit semaines à la volonté de rehausser le niveau des élèves ?
- Hors sujet sur la temporalité avec l'envoi du questionnaire pendant les vacances scolaires.

Nous dénonçons une mission idéologique qui ne sert qu'à légitimer des orientations déjà énoncées par le ministre. Serait-ce un besoin d'obtenir la caution de la profession ?

Pour en venir à l'ordre du jour de ce CDEN, nous alertons sur le manque criant de personnels, le recours de plus en plus important à la contractualisation n'est pas un bon signe pour la profession. Et que dire de la prolongation d'un mois de la période d'inscription aux concours ? Cela traduit inévitablement un manque d'attractivité de notre profession. Méthode utilisée pour la deuxième année consécutive.

Lors du comité social d'administration de mardi nous avons pu aborder certains points mais nous souhaitons revenir ici, devant tous, sur une de nos grandes inquiétudes : le manque de places dans les structures spécialisées telles que les IME ou ITEP et les conséquences sur la vision des personnels de l'Ecole Inclusive. Nous nous inquiétons du manque de places et de professionnels pour les prises en charge thérapeutiques, et ce n'est pas l'état de notre RASED qui aidera à combler ce manque de places. Une prise de conscience doit être faite et un réel état des lieux doit être établi, pour que soient mis en place les moyens nécessaires avec la participation de tous les partenaires. Ce n'est pas aux enseignants de gérer seuls la santé des élèves. Nous insistons sur le risque d'arriver à un point de rupture où nos collègues remettraient massivement en question le parcours d'inclusion en classe ordinaire



## **CDEN Bilan de rentrée vendredi 17 novembre 2023**

si des perspectives, des décisions et des moyens alloués n'étaient pas à l'ordre du jour. Il est bien temps d'accorder à l'Ecole Inclusive les moyens nécessaires à son fonctionnement et cela doit se traduire lors de la carte scolaire.

Nous avons longuement abordé les questions d'orientation et de sécurisation des parcours, sur les stratégies familiales qui impactent le choix des cursus et des formations et nous actons très favorablement votre volonté de nous recevoir, Madame L'inspectrice d'académie, sur ces questions-là. Nous serons force de propositions comme à chaque fois.

Enfin, l'UNSA Education tient déjà à alerter sur la prochaine carte scolaire suite à l'annonce du budget 2024 qui prévoit la suppression de 2500 postes d'enseignants. A quoi va-t-on s'attaquer ? La baisse démographique aurait dû être l'occasion d'utiliser les moyens budgétaires au bénéfice des fondamentaux : vraie revalorisation des personnels, allègement des effectifs de classes, amélioration des conditions d'exercice, formation des personnels...il n'en sera rien !

Le Ministre Gabriel Attal prétend avoir des ambitions pour l'Ecole. A l'UNSA Education nous en avons également, mais les ambitions que nous avons nécessitent des moyens. En supprimant 2500 postes sous le prétexte de la baisse des effectifs, là où cette baisse réelle aurait pu permettre d'amorcer une nouvelle dynamique pour le service public d'éducation, le Ministre fait la démonstration qu'il ne se donne pas les moyens de ses ambitions affichées. L'Ecole a changé et nous ne nous donnons pas les chances de lui permettre d'évoluer. Quel gâchis ! Encore une fois il y a les beaux discours, mais qui ne se concrétisent pas dans les actes.

Pour la délégation UNSA Education : Justine Blanchard, Hélène Maletterre